



BAROMÈTRE
CLEANTECH
DE LA COMMISSION
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
*Bilan annuel 2022
et S2 2022*



**FRANCE
INVEST**

Association des Investisseurs
pour la Croissance

En partenariat avec :



GreenUnivers



EY

Building a better
working world

Sommaire

Éditorial PAGE 3

Bilan 2022 PAGE 4

Tendances des levées
de fonds en Europe PAGE 5

Levées de fonds 2^e
semestre 2022 PAGE 6

Grand témoin :
Boris Ravignon PAGE 7

2022 : Nouveaux sommets pour l'investissement dans les cleantech avec **3,4 Mds€** levés pour **123 opérations** réalisées

En 2022, les financements des cleantech par les acteurs du capital-investissement ont encore une fois dépassé les prévisions et atteint un nouveau sommet avec 123 opérations de financement pour un montant global de plus de 3,4 Mds€. Les montants investis dans les cleantech en France ont augmenté de 50% en 2022 par rapport à 2021, et représentent un quasi triplement vis-à-vis de 2020. De quoi nous amener à revoir à la hausse les objectifs de la Commission Transition écologique pour 2030 qui tablent sur 5 Mds€ d'investissements en 2030...

Serions-nous finalement rentrés dans ce que certains appellent les « *green roaring twenties* », la décennie qui doit être celle d'une nouvelle révolution industrielle verte ? Tout porte à le croire, au vu des dynamiques à l'œuvre. Les chocs d'une ampleur exceptionnelle que l'économie mondiale a traversés au cours des trois dernières années, entre le covid, le retour de l'inflation et la crise énergétique se sont révélés être des accélérateurs du développement des technologies vertes. Incontournables pour atteindre nos objectifs de décarbonation, créer ou maintenir de l'emploi, renforcer notre sécurité énergétique, la résilience de nos chaînes de valeur et notre souveraineté, ces technologies font désormais l'objet de plans massifs de soutiens publics.

En Europe, le Green Deal a encore été renforcé avec REpowerEU, une initiative visant à accélérer la sortie de l'Europe de ses dépendances aux énergies fossiles. REpowerEU prévoit par exemple une cible de 20 millions de tonnes d'hydrogène vert en 2030 sur le Continent, quasiment une multiplication par 4 du précédent objectif.

Aux États-Unis, cette ambition se traduit par l'Inflation Reduction Act (IRA), présenté comme l'initiative la plus structurante pour l'économie américaine depuis des décennies, prévoyant près de 400 Mds USD de subventions publiques aux cleantech.



Alexis Gazzo
Partner EY
Cleantech & Sustainability



Sophie Paturle
Présidente de la Commission
Transition écologique
de France Invest

Au niveau national, ce sont 54 Mds€ sur 5 ans qui seront déployés dans le cadre de France 2030, pour combler nos retards dans les secteurs à forts enjeux tels que l'énergie et le climat et financer des projets d'avenir, notamment DeepTech et GreenTech.

Si les technologies vertes sont au cœur des politiques de relance économique et de réindustrialisation, c'est notamment parce qu'une grande partie d'entre elles sont désormais matures. Dans le cas des énergies renouvelables, leur compétitivité face aux énergies fossiles est aujourd'hui démontrée. Rappelons qu'en 2022, le solaire et l'éolien ont assuré 22% de la production électrique en Europe, soit davantage que le gaz et le charbon (qui représentent respectivement 20% et 16% de la production électrique). En France, la charge de la CSPE sera négative en 2023, les énergies renouvelables devenant un contributeur net au budget de l'État.

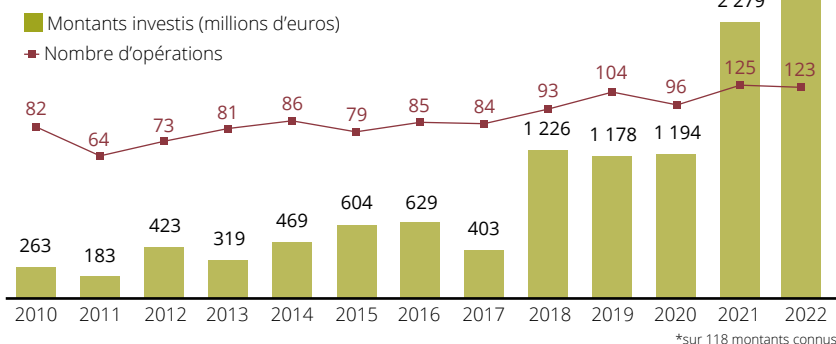
2022 a aussi été l'occasion de mettre en lumière d'autres problématiques et enjeux liés à la transition écologique, avec 3 Conférences des Parties différentes (COP27 Climat, COP15 Biodiversité et COP15 Désertification) qui se sont tenues la même année. Si elles n'ont pas abouti à des changements majeurs, ces événements ont permis des avancées essentielles telles que l'accord Kunming-Montréal sur la biodiversité et ont souligné l'importance d'une approche globale de la transition écologique, le changement climatique étant l'une des premières menaces pour la biodiversité. De la même manière, une transition juste est indispensable pour assurer une meilleure acceptabilité des transformations de l'économie, et finalement pour accélérer la décarbonation dans un cadre démocratique. De nouvelles complexités, de nouveaux défis que l'écosystème des cleantech en France doit relever en 2023 !

BILAN 2022

Évolution des investissements dans le secteur cleantech

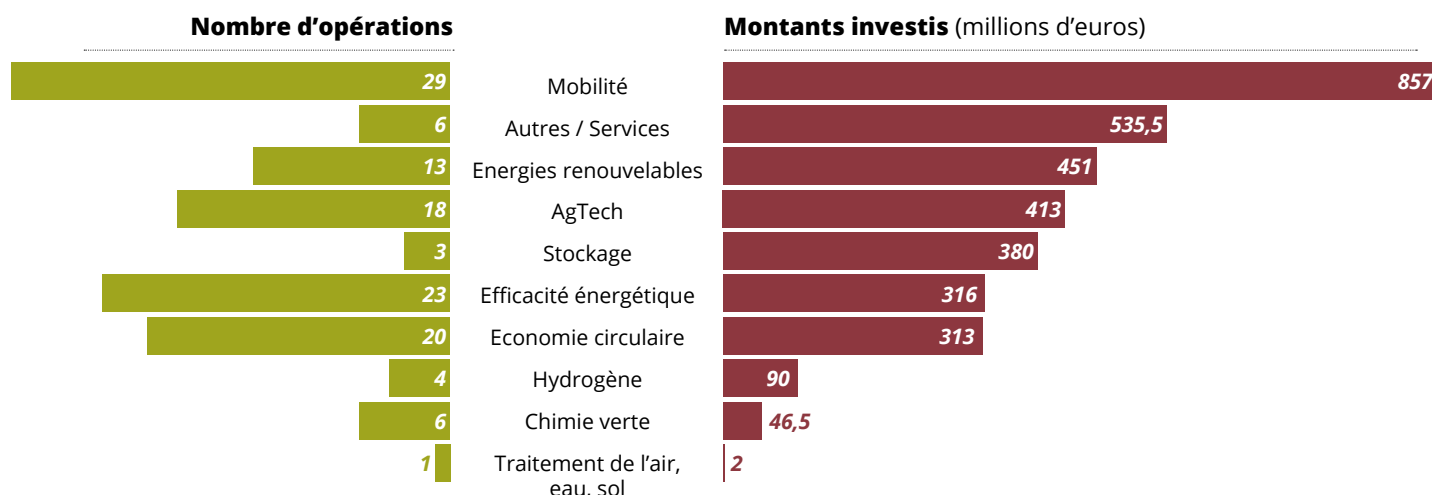
L'année 2022 marque un nouveau record depuis la création de ce baromètre en 2010 avec **3,4 milliards d'euros** investis en fonds propres dans des sociétés françaises des cleantech.

TOTAL 2022
 Nombre d'opérations : **123**
 Montants investis : **3 404 M€***



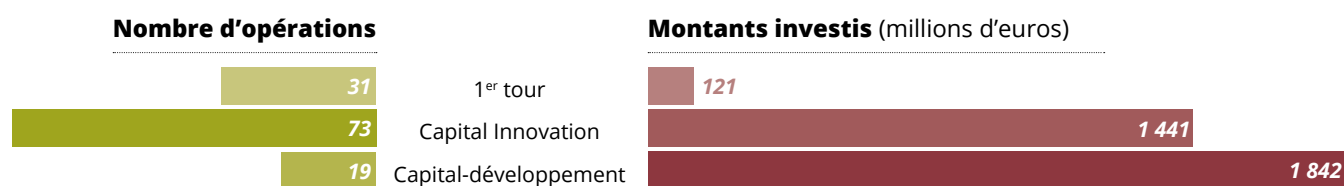
Source : GreenUnivers

Investissements par secteur



Source : GreenUnivers

Investissements par stade de maturité



Source : GreenUnivers

Top 3 des opérations

Entreprise	Secteur	Montant levé auprès des fonds	Investisseurs
EcoVadis	Services	479 M€	Astorg, General Atlantic (BeyondNetZero), GIC Private Limited, Princeville Capital
Volitalia	Énergies renouvelables	345 M€	Volitalia Investissement, Proparco, Bourse. Volitalia a levé un total de 490 M€, seuls 345 M€ collectés auprès d'un investisseur financier ont été comptabilisés pour le baromètre
NW	Stockage	300 M€	RGreen

Source : GreenUnivers

TENDANCES DES LEVÉES DE FONDS EN EUROPE



La cleantech au sommet de l'agenda politique européen

Les acteurs français et européens de la cleantech ont un rôle central à jouer en 2023 pour peser sur les décisions en matière de compétitivité industrielle et climatique.

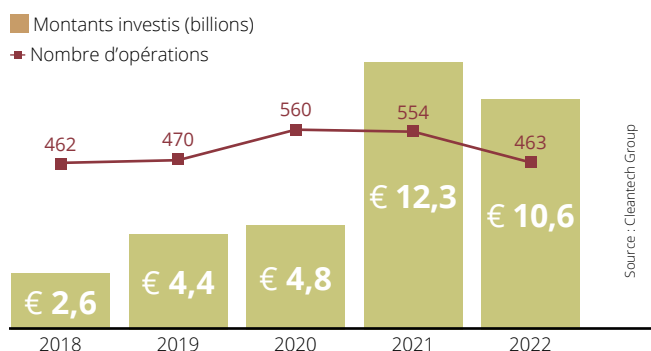
Céline Jullien

Directrice de Cleantech for France

2022 : une baisse légère des investissements

Malgré un contexte politique, économique et financier difficile, l'exercice 2022 a été marqué par une baisse contenue des investissements dans la cleantech. En dépit de ce repli, l'année 2022 a été la plus dynamique après le record enregistré en 2021. Ceci est dû à une augmentation des investissements *early-stage*. L'investissement d'amorçage a doublé pour atteindre **€1,2 milliards**, la série A a augmenté de 32% et la série B de 38%. A l'inverse, l'investissement dans la croissance a baissé de 35% par rapport à 2021, une mauvaise nouvelle pour le passage à l'échelle des cleantech. Le mouvement baissier est plus marqué en Amérique du Nord (-17% par rapport à 2021, comparé à -14% pour l'UE) et en Asie Pacifique (-20%). Parmi les secteurs les plus importants de l'année se trouvent l'hydrogène, l'acier vert et les véhicules électriques.

Capital-risque et développement investis en cleantech dans l'UE-27 (2017 - 2021)



Des dynamiques pan-européennes

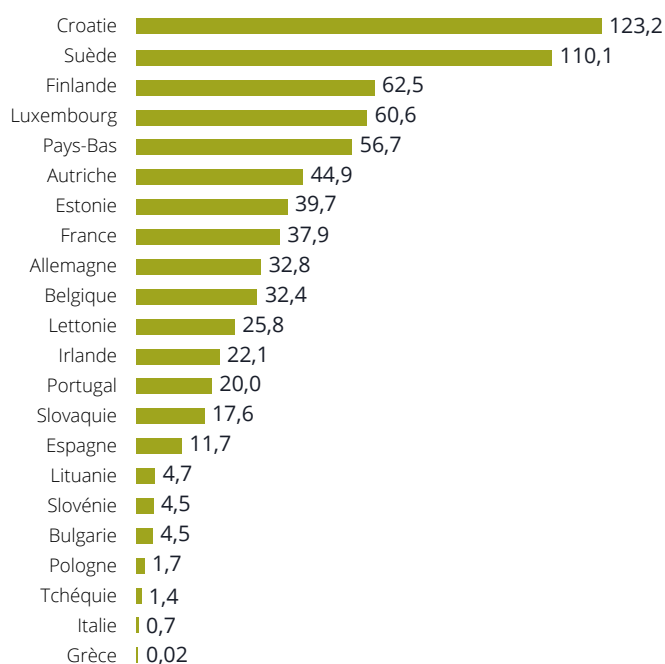
Il y a eu des investissements cleantech dans 23 des 27 pays de l'Union européenne, montrant l'importance de la cleantech sur tout le continent. Les pays dans lesquels ont eu lieu le plus d'investissements sont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suède, l'Espagne et la Finlande. En investissement par habitant, ce sont la Croatie, la Suède, le Luxembourg, l'Autriche et l'Estonie sont les plus dynamiques.

« La cleantech » : une priorité européenne

La cleantech est devenue une priorité politique pour l'Union européenne en réaction à la crise énergétique et à l'Inflation Reduction Act américain. D'importantes améliorations politiques ont été adoptées sur le prix du carbone et la fin des véhicules thermiques. Cependant, l'Union européenne a besoin d'une stratégie cleantech concrète au plus vite, et pour la décennie à venir, concentrée sur le passage à l'échelle, l'investissement, la demande, la régulation et l'infrastructure. Parmi les grands sujets politiques à venir, le *Green Deal Industrial Plan*, voulu comme réponse à l'IRA américain, jouera un rôle crucial pour le développement de la cleantech en Europe.

L'année 2023 sera décisive pour la cleantech européenne : la compétition mondiale, l'enjeu des ressources et la suite de la crise énergétique seront des éléments importants des efforts de passage à l'échelle.

Investissement cleantech par habitant



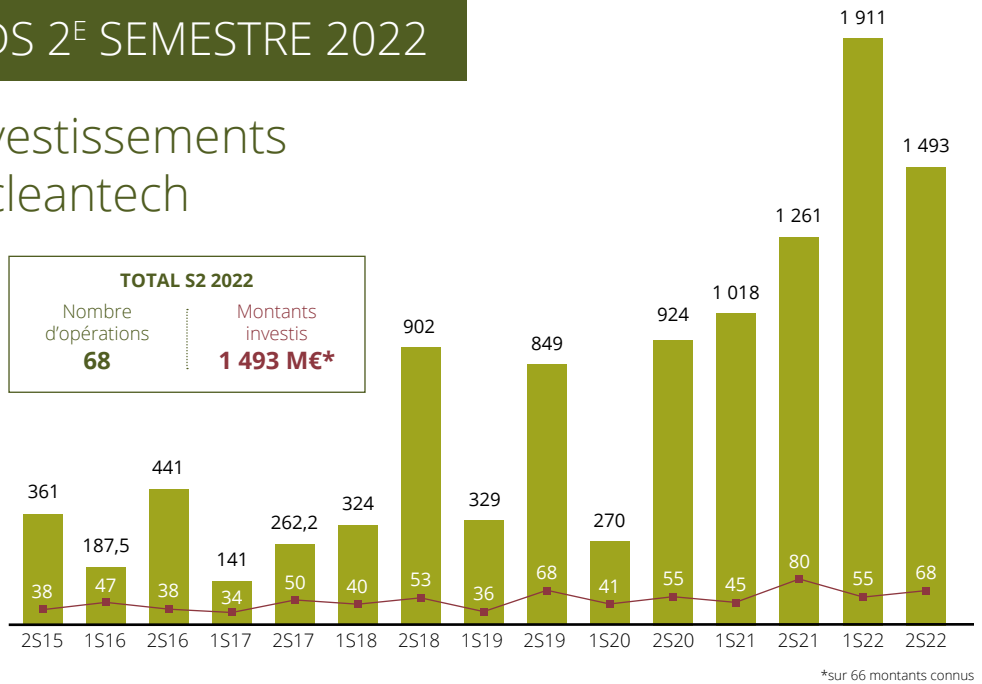
LEVÉES DE FONDS 2^E SEMESTRE 2022

Évolution des investissements dans le secteur cleantech

Au second semestre 2022, **68 levées de fonds** ont été réalisées lors de premiers tours en capital innovation et capital développement dans le secteur des cleantech en France pour un **montant global de 1 493 M€** sur **66 montants connus**.

TOTAL S2 2022
 Nombre d'opérations : **68**
 Montants investis : **1 493 M€***

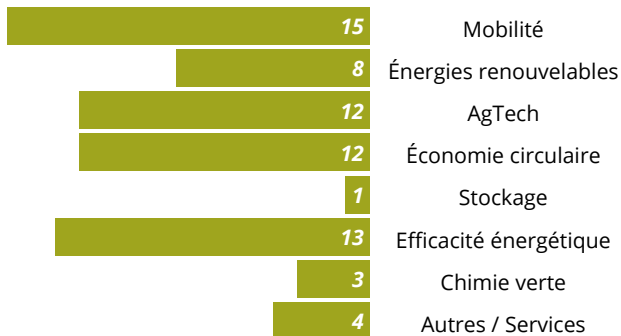
■ Montants investis (millions d'euros)
 ■ Nombre d'opérations



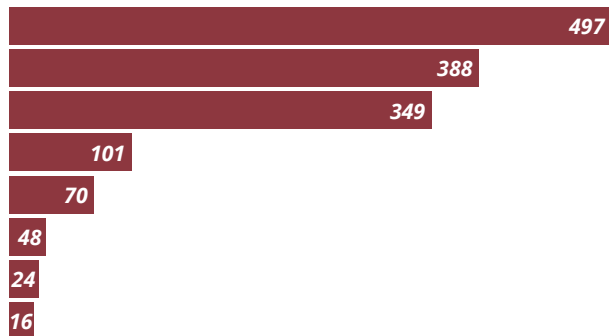
Source : GreenUnivers

Investissements par secteur

Nombre d'opérations



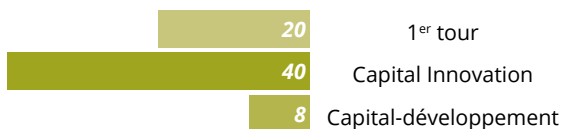
Montants investis (millions d'euros)



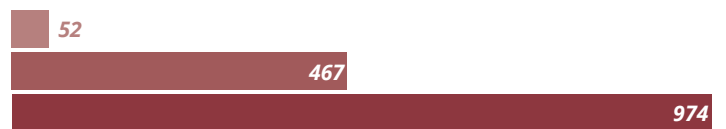
Source : GreenUnivers

Investissements par stade de maturité

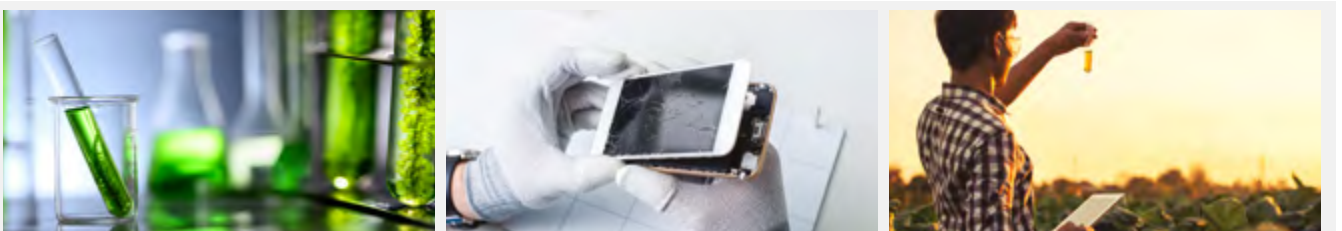
Nombre d'opérations



Montants investis (millions d'euros)



Source : GreenUnivers



GRAND TÉMOIN



Boris Ravignon

Président-directeur général de l'ADEME



Les crises climatique, énergétique et économique que nous connaissons nous obligent à accélérer la dynamique engagée pour repenser les modèles de production et proposer des solutions pour décarboner notre modèle et préserver les ressources. Tous les secteurs sont concernés : l'énergie, les transports, l'industrie, le bâtiment, l'agriculture...

Depuis sa création, l'ADEME, bras armé de l'Etat pour la transition écologique, a toujours combiné une double casquette d'éclaireur des enjeux et trajectoires, grâce notamment à ses actions sur la recherche et la prospective, et de catalyseur de l'action grâce à des outils, de l'ingénierie des solutions ou encore des dispositifs financiers

Une force de frappe de près de 9 Mds€

Forte de son expertise et des moyens inédits qui lui sont confiés via le programme France 2030, l'ADEME a aujourd'hui une force de frappe de près de 9 Mds€ pour accompagner les entreprises dans l'innovation, l'industrialisation et le déploiement de solutions pour la transition écologique.

Mais comme l'a rappelé le Président de la République récemment, le financement public à lui seul ne suffira pas devant l'ampleur des besoins, et le financement privé a toute sa part à jouer. Les synergies entre l'ADEME et l'ensemble des sociétés de gestion et sociétés de conseils qui constituent France Invest sont dès lors évidentes ; elles permettent de partager des visions prospectives et offrent un lieu d'échanges, de réflexions et de mise en valeur des bonnes pratiques pour accompagner au mieux les entreprises dans leurs besoins de croissance.

Orienter les investissements vers des actifs bas carbone

Depuis la COP 21 en 2015, les initiatives de finance durable se sont développées et on ne peut que s'en réjouir ! Les acteurs français ont été pionniers dans ce domaine et ont lancé de nombreuses initiatives aujourd'hui exportées dans le monde entier : engagements de transparence, création d'outils financiers au service de la transition écologique, efforts d'intégration du risque climatique dans les choix d'investissements, etc.

L'ADEME s'attache à contribuer activement à la dynamique à travers plusieurs dispositifs dédiés pour orienter les investissements vers des actifs bas carbone, en apportant de nouvelles connaissances sur les outils de financement, les stratégies et les trajectoires de décarbonation ainsi que sur les impacts du monde de la finance.

De nombreuses réalisations en cours

Plusieurs réalisations sont en cours de déploiement à travers le projet européen Finance ClimAct comme l'initiative ACT (Assessing low Carbon Transition) pour l'évaluation des stratégies et des actions des entreprises dans leur transition vers une économie sobre en carbone, le dispositif de formation Inveest pour les acteurs du financement, neuf plans de transition sectoriels (PTS) pour les industries les plus émissives, l'amélioration du reporting extra-financier ou encore un observatoire de la finance durable.

Combinées à nos travaux de prospective Transition(s) 2050, ces initiatives viennent outiller les acteurs du financement pour éclairer les trajectoires à venir. J'invite l'ensemble des membres de France Invest à s'en saisir pour participer à ce beau défi collectif de la décarbonation de notre économie. Nous le savons, le coût de l'inaction sera bien plus grand si nous n'agissons pas maintenant, agir pour la transition écologique est notre assurance vie pour l'avenir !

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2023 EY & Associés.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2302BMC037-01
SCORE N° 2023-024
ED NONE

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

À propos de GreenUnivers

Fondé en 2008, GreenUnivers est le média leader de l'information économique et financière sur les cleantech en France. Sa rédaction spécialisée publie chaque jour des articles et analyses sur les entreprises et marchés des différents secteurs : énergies renouvelables, efficacité énergétique, écomobilité, etc. GreenUnivers réalise des études annuelles : « Panorama des cleantech en France », « Baromètre du crowdfunding Energies renouvelables ». Il publie aussi le « Baromètre des levées de fonds pour la Commission Transition Écologique de France Invest », en partenariat avec Ernst & Young Advisory, et organise des conférences pour les professionnels.
Plus d'informations : www.greenunivers.com

Commission Transition Écologique de France Invest

France Invest a créé la Commission Transition Écologique pour fédérer la part croissante de ses membres actifs dans les cleantech et pour promouvoir les éco-industries en France et à l'étranger.

Membres de la Commission Transition Écologique de France Invest : ADEME, Apicap, Ardian France, Ashurst, Azulis Capital, Bpifrance Investissement, Demeter Investment Managers, Edmond de Rothschild Private Equity, Eight Advisory, Eurazeo, EY Strategy & Transactions (SaT), GreenUnivers, Infravia Capital Partners, MBO & Co, Merieux Equity Partners, Procadres International, Racine Avocats, Raise, RGreen Invest Sas, Sofinnova Partners, Starquest, Supernova Invest, Swen Capital Partners, Tikehau Capital, Tilt Capital Partners.

Pour tout renseignement sur la Commission Transition Écologique de France Invest : Franck Duquenoy, f.duquenoy@franceinvest.eu

Méthodologie

Les données présentées dans ce baromètre sont basées sur les informations recensées auprès des entreprises et des investisseurs par GreenUnivers, complétées des données et analyses issues de la méthodologie EY et réalisées par Ernst & Young Advisory. EY désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. EY est une marque déposée au niveau mondial.